



Développement économique

SCHEMA D'AMENAGEMENT NUMERIQUE DE LILLE METROPOLE

**Territoires et Réseaux d'Initiative Publique
AVICCA le 23 novembre 2011**

1) L'Aménagement Numérique à Lille Métropole : une vieille histoire

- **Prise de compétence télécommunications en 2004**
- **Un projet de Réseau d'Initiative Publique dès 2004**
- **Une renonciation pour des promesses**

Lille Métropole en chiffres

- 1 200 000 habitants répartis dans 8 territoires faisant l'objet d'une contractualisation
- 465 000 prises
- 85 communes
- Plus de 220 parcs d'activité
- 37 villes câblées
- 4 villes classées en zone très dense
- Déclarations d'intention d'investissement concernant la totalité du territoire
- Déclarations d'intention d'investissement jugées crédible par les élus pour 13 communes en zones moins denses

2011 : une situation non satisfaisante

⇒ **Une couverture ADSL insuffisante**

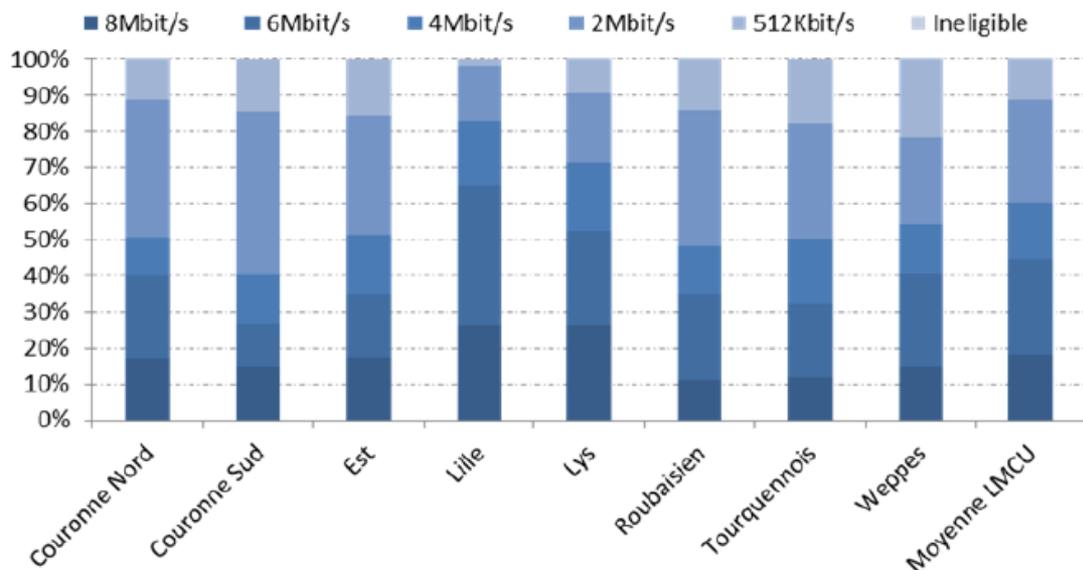
Territoire	%2 Mbits ADSL
CA Rennes	95,8%
Paris et 1ère cour.	93,6%
CU Marseille	92,5%
CU Toulouse	90,5%
CU Lyon	90,1%
CU Dunkerque	89,2%
CU Nantes	88,9%
Lille Métropole	88,4%
CU Bordeaux	87,2%
CA Valenciennes	68,1%
CU Arras	61,4%



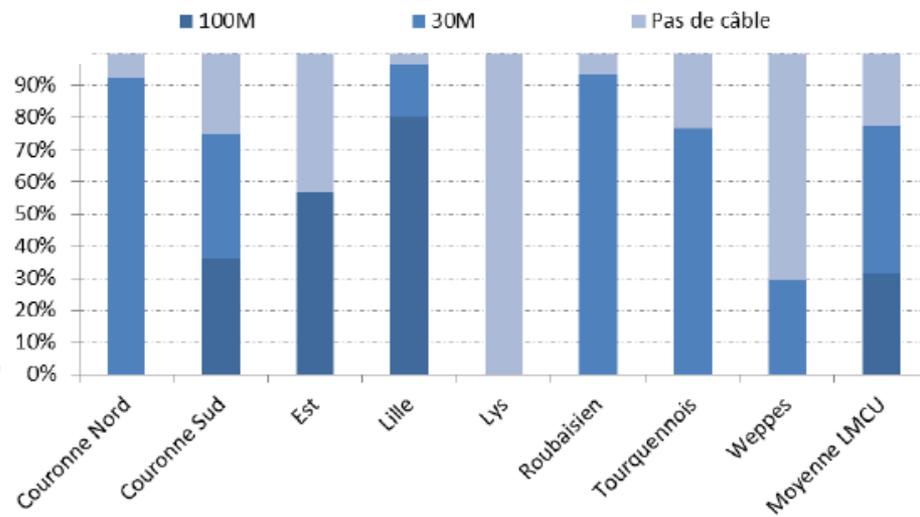
2011 : des disparités importantes

⇒ Une couverture ADSL et câble inégale

Services disponible par ADSL par Contrat de territoire



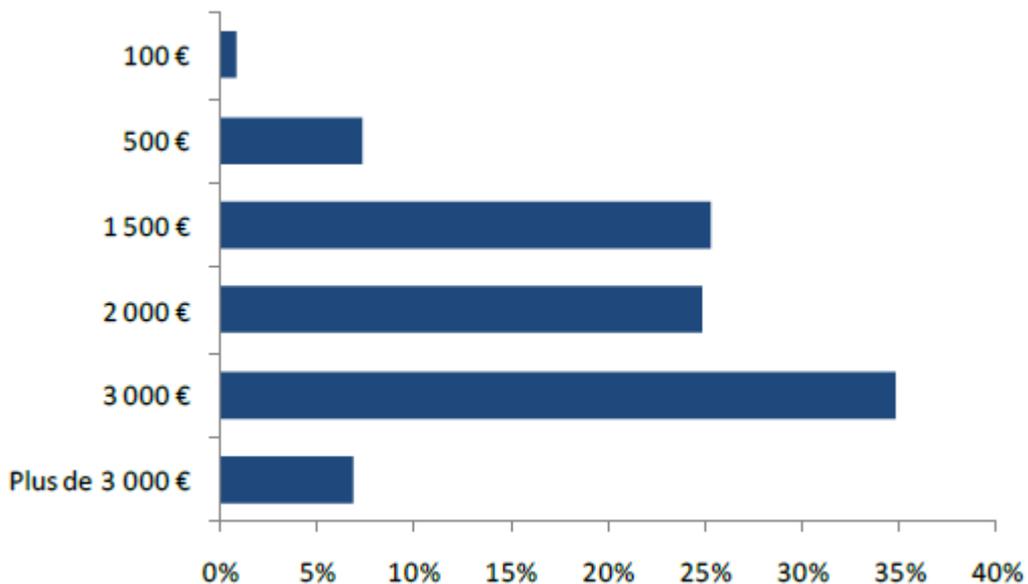
Services disponible par câble par Contrat de territoire



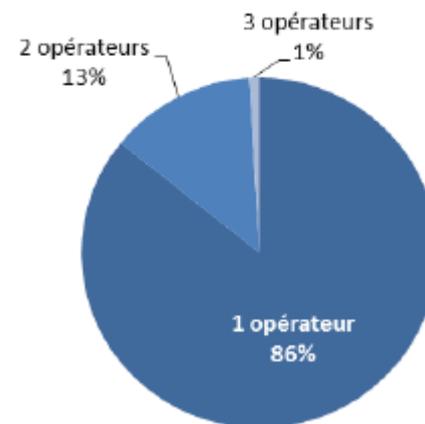
Une situation encore plus préoccupante pour les professionnels

⇒ **Un manque d'offres concurrentielles dans les parcs d'activité**

Tarifs proposés pour un service 100 Mbits



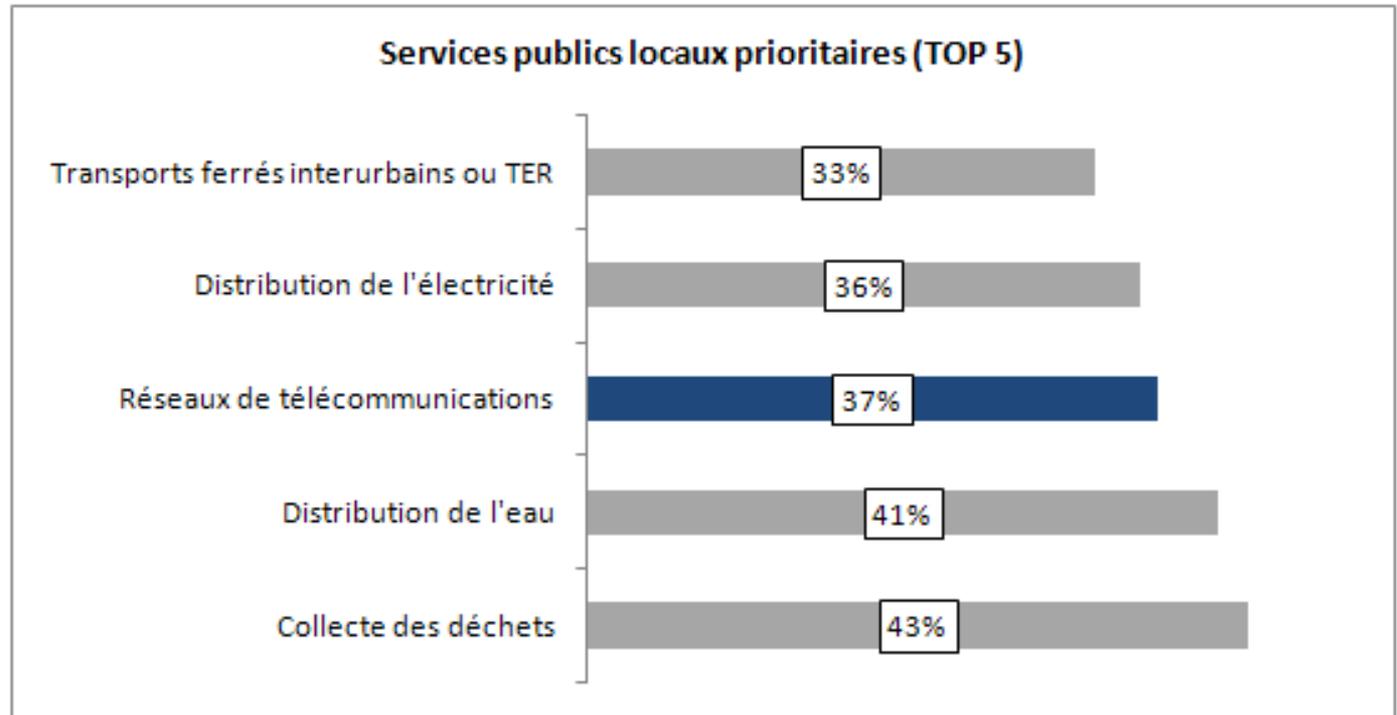
Nb d'opérateurs par ZA



⇒ **Des prix qui ne favorisent pas la compétitivité... malgré la présence de sites d'excellence**

2) Pourquoi une intervention de Lille Métropole ?

Un service public...

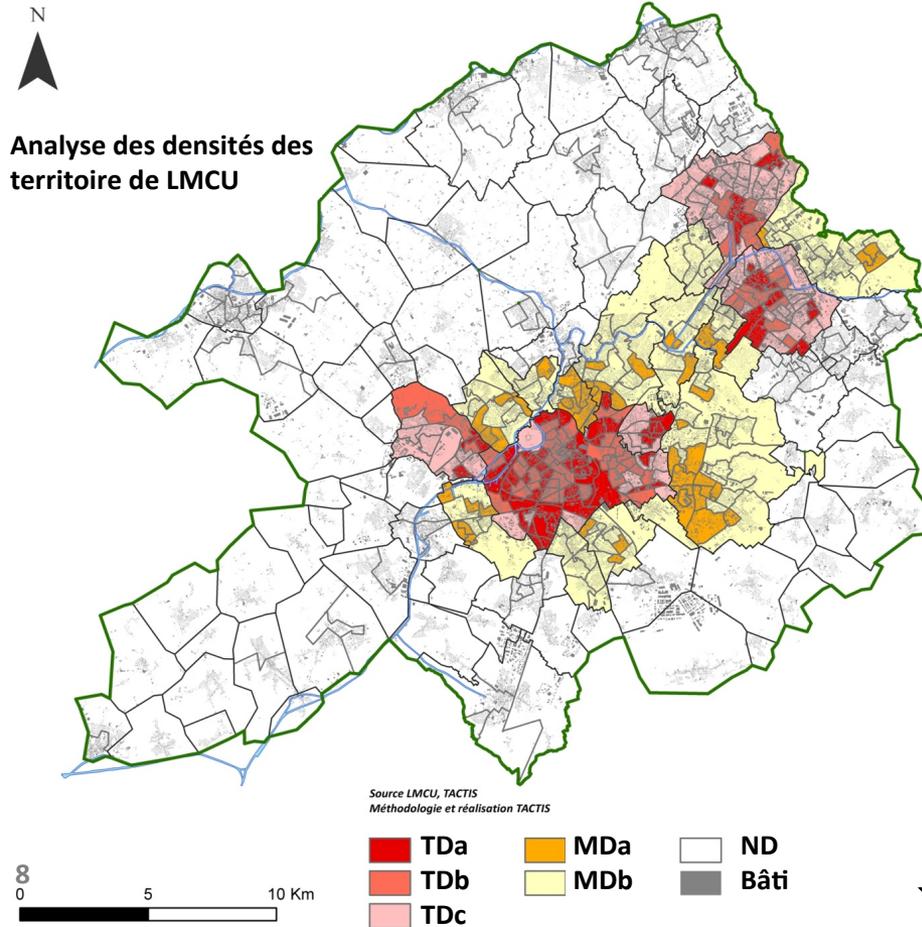


Source: Baromètre BVA-IGD sur les services publics locaux et la gestion déléguée de mai 2010

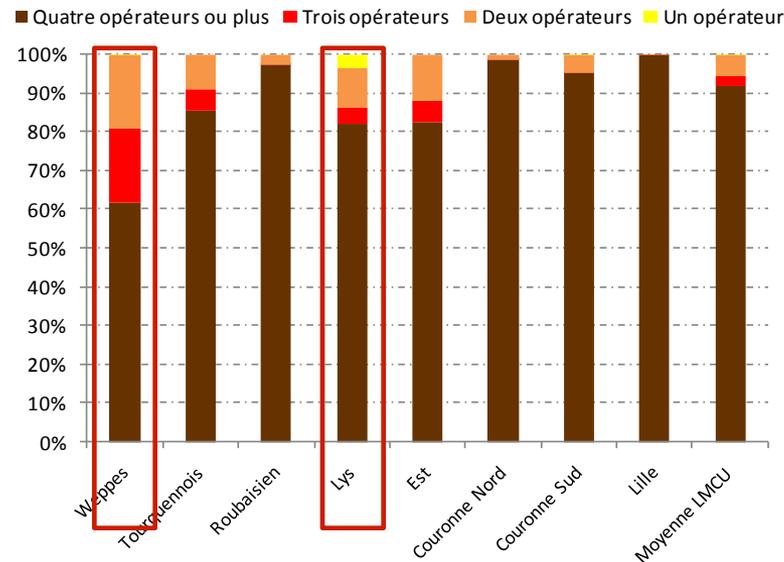
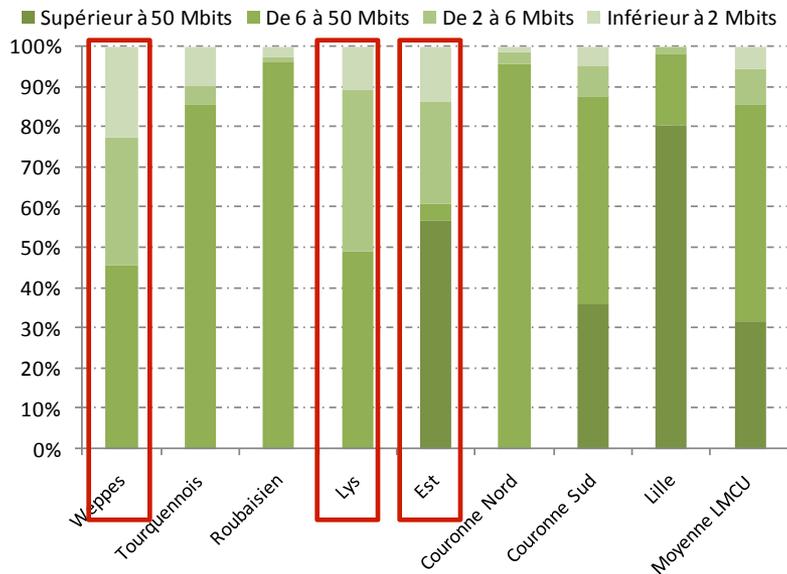
Qu'est ce que Lille Métropole peut vraiment attendre de l'initiative privée au-delà des déclarations d'intention ?

Situation au 1^{er} juillet 2011

	Vert : initiative publique + privée	Perspectives de couverture	Commentaires initiatives publiques
	Bleu : initiative privée seule		
Grand Paris		100%	CG92, CG94 + DEBITEX (CG93/CG95)
CU Lyon		100%	Budget voté de 90 M€
CA Laval		100%	Contrat signé pour déploiement d'ici 2017
CU Bordeaux		90%	Réseau de collecte et THD pour les Z.A
CU Marseille		89%	n/a
CU Toulouse		89%	Réseau de collecte et THD pour les Z.A
Nantes Métropole		83%	Réseau de collecte et THD pour les ZA
CU Dunkerque		81%	Modernisation de réseaux câblés (Gravelines, SIVU)
Lille Métropole		71%	n/a
Rennes Métropole		69%	Réseau de collecte et THD pour les Z.A



Une fracture numérique qui va s'aggraver si aucune initiative publique n'est prise



15 communes avec plus de la moitié des lignes inéligibles à 2 Mbits : Bouvines, Ennetières-en-Weppes, Escobecques, Erquinghem-le-Sec, Halluin, Hantay, Herlies, Marquillies, Péronne-en-Mélantois, Sailly-les-Lannoy, Santes, Templemars, Vendeville, Wicres.

6 communes partiellement ou totalement sans concurrence : Deulemont, Erquinghem-Lys, Frelinghien, Haubourdin, Houplin-Ancoisne, Santes.

13 communes avec une concurrence moindre (2 offres) : Beaucamps-Ligny, Bondues, Bousbecque, Bouvines, Ennetières-en-Weppes, Fournes-en-Weppes, Fretin, Gruson, Herlies, Linselles, Seclin, Wavrin, Wervicq-Sud.

3) Quelle stratégie pour Lille Métropole ?

Un Schéma d'Aménagement Numérique ambitieux

- ⇒ **Le très haut débit pour tous (habitants et entreprises) d'ici 2020 via un réseau de fibre optique jusqu'à l'utilisateur final (réseau FTTH)**
- ⇒ **Grâce à un partenariat novateur entre initiative publique et intervention du privé**

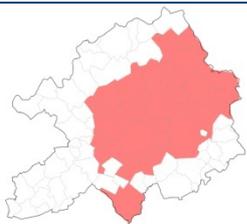
Les 4 volets du Schéma d'Aménagement Numérique

Volet 1

Zones câblées

(34 communes pour 66 % de couverture des foyers)

Négocier avec Numéricâble la mise en œuvre effective de leur offre de modernisation des réseaux câblés

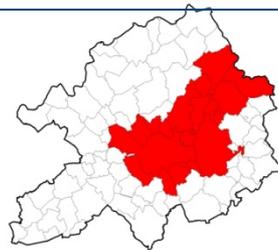


Volet 2

Zones concertées

(17 communes
71 % des foyers)

Sur les zones que le privé doit couvrir de façon concurrentielle, mise en place d'une convention entre LM et les opérateurs pour suivre et faciliter les déploiements privés

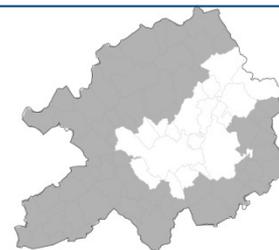


Volet 3

Zone d'initiative publique ferme

(68 communes
29 % des foyers)

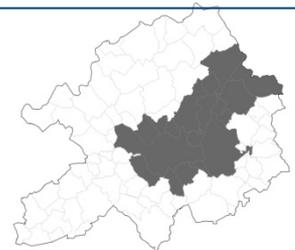
Initiative publique ferme sur les zones où les investissements privés n'assureront vraisemblablement pas une couverture conforme aux objectifs



Volet 4 : Zone d'initiative publique conditionnelle

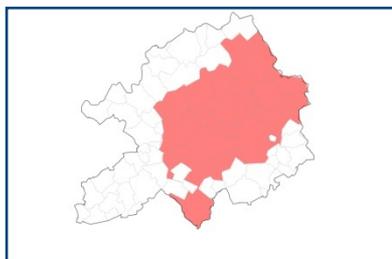
(quartiers appartenant aux 17 communes des zones concertées)

Initiative publique conditionnelle sur les 17 communes de la zone concertée si le privé ne tenait pas ses engagements dans les délais prévus

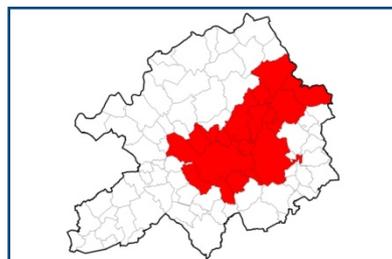


Deux mouvements concomitants

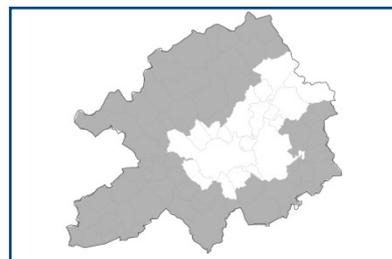
Volet 1
Zones câblées
(34 communes pour 66 %
de couverture des foyers)



Volet 2
Zones concertées
(17 communes
71 % des foyers)



Volet 3
**Zone d'initiative
publique ferme**
(68 communes
29 % des foyers)



Volet 4
**Zone d'initiative
publique
conditionnelle**
(quartiers des 17 communes des
zones concertées)

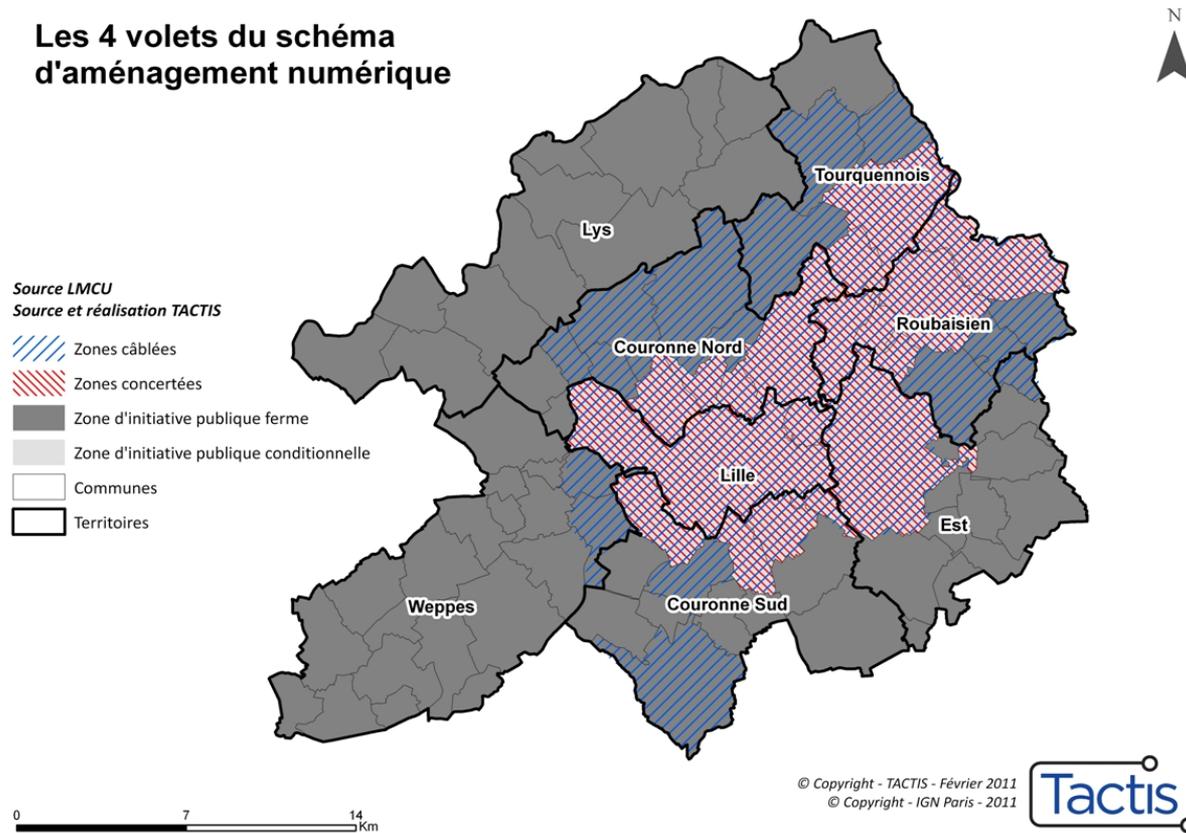


**Deux mouvements concomitants
de déploiements
Centre / périphérie**

**Extension conditionnelle
levier d'action de la Collectivité pour que les objectifs
dans les villes – centre soient tenus**

Concomitance : mouvement centripète et centrifuge

Les 4 volets du schéma d'aménagement numérique



❑ 465 500 prises tous volets confondus

❑ Réseau d'initiative publique

❑ 68 communes

❑ 135 000 prises

❑ 6 000 logements qui devront faire l'objet de l'utilisation de solutions alternatives

❑ 163 000 000 d'€uros d'investissement pour le volet 3, dont 45 000 000 d'investissement public

❑ 500 kilomètres de réseau de collecte, 800 sites raccordés sur ce réseau de collecte

❑ 200 kilomètres de réseau de desserte dans les zones d'activité

❑ 1 500 kilomètres de réseau de desserte



Une mise en œuvre au pas de charge

Printemps 2010 : début des études

Conseil de communauté du 1er juillet 2011

⇒ Délibération cadre – Schéma d'aménagement numérique

⇒ Lancement DSP Concessive

Réception des offres février 2012

Négociations – mars à octobre 2012

Fin 2012 : Signature du contrat de délégation



Les défis à relever

- **Composer avec le cadre juridique et réglementaire**
- **Se réappropriier l'espace public pour maîtriser l'aménagement numérique**
- **Composer avec les initiatives privées... et publiques**
 - **Zones très denses, denses, villes câblées**
 - **SDAN porté par la Région, SDCI**
- **Ne pas s'en tenir aux seules infrastructures, parlons des usages...**

